

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 27 (2015)
Heft: 106

Artikel: Les éthiciens doivent-ils prendre position?
Autor: Ammann, Christoph / Rippe, Klaus Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-771932>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les éthiciens doivent-ils prendre position?

Les autorités consultent les commissions d'éthique sur des thèmes d'ordre moral tels que l'assistance au suicide ou le diagnostic préimplantatoire. Les éthiciens ont-ils la légitimité d'aller au-delà de l'analyse et de formuler des recommandations concrètes?

Valérie Chételat (photomontage)



Oui

estime Klaus Peter Rippe, éthicien à la Haute école pédagogique de Karlsruhe (D).

Lorsque des commissions d'éthique conseillent le Parlement, le Conseil fédéral et les autorités, elles le font avec un mandat qui repose sur une base légale. Des questions éthiques surgissent dans certains dossiers politiques liés à la médecine, l'environnement ou la protection des données, et il ne serait guère intelligent de se limiter à des expertises purement scientifiques, juridiques et économiques.

«Les gens restent libres de refuser les recommandations des éthiciens.»

Klaus Peter Rippe

Outre une analyse approfondie du débat, on attend d'une expertise qu'elle fournisse des recommandations. Il n'y a pas que les rapports bibliographiques qui aident les politiques à prendre des décisions: il leur est aussi utile de savoir ce que les experts et les commissions considèrent comme la bonne solution. Pourquoi ces derniers

devraient-ils laisser de côté cette partie de leur mission consultative? Il n'y a aucune raison pour cela.

Une bonne recommandation éthique inclut les arguments pour ou contre les options possibles, les examine et les évalue en fonction de leur force propre. De ce processus, il ressort qu'il existe de meilleures raisons pour une possibilité plutôt que pour d'autres, ce qui permet de formuler des recommandations dûment fondées.

Il n'est pas seulement question de pouvoir émettre des recommandations, mais de savoir si l'on en a le droit. Une réponse claire du genre «le don de sperme pour des couples homosexuels non mariés doit être autorisé» représente une injonction morale. Toutefois, les recommandations et les conseils ne sont, par essence, pas directives. Les politiques et les autorités restent libres de les rejeter.

A vrai dire, l'injonction «voilà ce que tu devrais faire!» évolue sur le terrain de la morale, pas de l'éthique. En tant que science, l'éthique exige de présenter des arguments motivés et compréhensibles avant d'affirmer qu'une réponse est la bonne. Lorsque c'est le cas, les personnes interpellées peuvent les vérifier ou les rejeter. Même si

elles partagent les arguments, elles restent libres de refuser les recommandations pour le cas où elles possèderaient d'autres valeurs, prendraient en compte d'autres éléments ou aboutiraient à une autre conclusion après examen des arguments présentés.

Des recommandations éthiques issues d'un processus transparent sont dans l'intérêt de tous; elles font avancer la discussion et conduisent à de meilleures décisions.

Klaus Peter Rippe, professeur de philosophie pratique, a présidé la Commission fédérale suisse d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain. Il a été membre du jury du Public Eye Award et a cofondé l'entreprise de conseil Ethik im Diskurs.



Non

estime Christoph Ammann, éthicien à l'Université de Zurich.

Un couple se trouve confronté à une décision difficile suite au résultat d'un test effectué pendant une grossesse. Il demande conseil à ses amis, parmi lesquels figure un éthicien. Le couple doit-il prendre particulièrement au sérieux le jugement de ce dernier, voire plus encore que par exemple celui d'une proche dont l'enfant est porteur d'une trisomie 21?

En tant qu'éthicien, je réponds «Non». Je reste également sceptique lorsque ce ne sont pas des individus, mais la société toute entière qui invite l'éthicien à siéger dans une commission d'experts dans le but de clore un débat éthique. Pour moi, le fait qu'un problème revête une dimension morale signifie qu'il ne touche pas les éthiciens seulement en tant qu'experts, mais en tant qu'êtres humains.

Un expert est mieux à même de juger de l'efficacité d'un médicament qu'un profane. Mais la question de savoir si le diagnostic préimplantatoire porte atteinte à la dignité de l'embryon ne sera pas tranchée de manière autoritaire par les résultats de la dernière recherche sur le statut moral de la vie prénatale. Les vrais débats éthiques ne peuvent jamais être résolus par le savoir de l'expert.

Il est juste et bon que les éthiciens n'abandonnent pas le terrain aux intérêts et aux experts trop facilement enclins à refouler la dimension morale d'un problème. Lutter contre la réduction de conflits éthiques à des questions techniques ou empiriques constitue une tâche prioritaire des éthiciens dans les commissions.

«Les éthiciens doivent refuser leur rôle de joker.»

Christoph Ammann

Un fait demeure: quand un éthicien a quelque chose d'important et de juste à dire, ce n'est pas parce qu'il est un expert académique, mais parce que la rigueur de la réflexion sur l'éthique a rendu son jugement plus différencié et plus sage. Il a aussi préservé une indépendance et une liberté d'esprit qu'il ne faut pas confondre avec une neutralité idéologique. Ce ne sont pas les connaissances éthiques théoriques, vérifiables au niveau académique, qui

comptent, mais le jugement moral qu'on acquiert par un processus d'apprentissage jamais terminé.

Les éthiciens feraient bien de refuser le rôle de joker que nos sociétés pluralistes veulent leur faire jouer. Résoudre des conflits éthiques de façon impersonnelle en ménageant notre conscience ne relève ni de leur mission ni de leur compétence. Ils doivent montrer explicitement comment ils voient les choses, en sachant que d'autres - experts et profanes - les considèrent tout différemment. Pour l'éthique, il ne s'agit pas d'un manque d'expertise, mais au contraire de son signe distinctif.

Christoph Ammann est membre de la Commission pour l'expérimentation animale du canton de Zurich depuis quatre ans et maître-assistant à l'Institut d'éthique sociale de l'Université de Zurich. Il a publié en 2011 l'article «Wider die ethische Expertokratie» (contre l'expertocratie de l'éthique).